

Aux présidentes et présidents d'organisations alumni,  
ainsi qu'aux autres cercles d'intéressés

Berne, le 17 mars 2023

## Lettre de session d'Andri Silberschmidt

Chères-ers présidentes et présidents,  
Mesdames, Messieurs,

Trois semaines de session passionnantes organisées à Berne se sont achevées.

Le Conseil des États a débattu de la motion «Équivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure» qui demande l'introduction de titres tels que «[Professional Bachelor](#)» et «Professional Master» pour les diplômés de la formation professionnelle supérieure. La motion a été rejetée par le Conseil des États par 19 voix contre 16 et 6 abstentions. La commission compétente avait auparavant recommandé l'adoption de la motion. HES SUISSE s'était prononcée en faveur du rejet de la motion et salue donc la décision du Conseil des États. Les travaux engagés par le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) en vue du renforcement de la formation professionnelle supérieure peuvent se poursuivre. L'examen de l'introduction de ce type de titres dans la formation professionnelle supérieure en fait également partie. HES SUISSE continuera de participer de manière constructive à ces mesures. Il est essentiel d'éviter toute dilution entre le profil de la formation professionnelle supérieure et celui des hautes écoles.

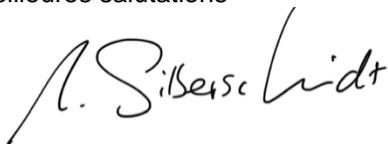
Selon le Conseil national, les titulaires d'une maturité professionnelle pourront à l'avenir étudier dans une haute école pédagogique sans examen d'admission. La Chambre basse a adopté la [motion](#) correspondante de sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N). La motion est maintenant soumise au Conseil des États. Le Conseil national a par ailleurs adopté un [postulat](#) et ainsi chargé le Conseil national d'effectuer une analyse générale des conditions d'admission en HEP pour les titulaires d'une maturité professionnelle.

Selon le Conseil fédéral, les [personnes étrangères](#) titulaires d'un diplôme d'une haute école suisse doivent pouvoir rester et travailler en Suisse, même si elles sont originaires d'un pays tiers. Une modification de la loi dans ce sens a été adoptée par le Conseil national. (→ [Mon vote](#) en tant que rapporteur de la commission)

La Commission de politique extérieure du Conseil national souhaite demander au Conseil fédéral de mener les négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord spécifique visant à ce que la Suisse soit immédiatement associée à [Horizon Europe](#), Erasmus+, etc. en tant que pays tiers pour la période de programme 2021-2027. Le Conseil des États a cependant rejeté une motion en ce sens. Dans ce contexte, j'aimerais attirer l'attention sur [l'interpellation](#) «Mobilité des étudiants des hautes écoles : des résultats nettement insatisfaisants» de Simone de Montmollin.

La conseillère aux États Isabelle Chassot et les conseillères nationales Diana Gutjahr et Sandra Locher Benguerel ont rejoint le [Conseil](#) HES SUISSE. Irene Christen et Marcel Plattner sont issus du secteur économique. Par ailleurs, nous saluons le départ de Martina Munz et d'Ivo Bischofberger, deux membres de longue date.

Meilleures salutations



Andri Silberschmidt  
Président HES SUISSE, Conseiller national  
[LinkedIn](#) | [Instagram](#) | [Twitter](#)

Plus d'informations sur [www.hessuisse.ch](http://www.hessuisse.ch)